

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*NRL : quelques  
réponses aux  
questions que  
pose le chantier*

**Page 3**

*Loi sur l'égalité  
réelle*

*Entre promesses  
fumeuses et  
vrais cadeaux  
au patronat*

**Page 5**

*Ce sont les  
inégalités  
sociales qu'il  
faut  
« corriger » !*

**Page 7**

*Haïti frappé pas  
seulement par  
Matthew*

**Pages 9 à 12**



## Trump, Clinton et le show électoral américain

Les électeurs américains sont appelés aux urnes le 8 novembre, et nous saurons alors qui succédera à Obama pour diriger la première puissance mondiale.

Avec Trump, les Républicains ont choisi un candidat xénophobe, misogyne et grossier, comme l'illustrent ses propos orduriers à l'encontre des femmes. Il a fait de l'hostilité aux musulmans, accusés d'être des terroristes, un fonds de commerce électoral. Il s'en prend aux Mexicains, traités de violeurs et de trafiquants de drogue, contre lesquels il voudrait construire un mur. Il prétend représenter les travailleurs blancs qui ont vu leur niveau de vie diminuer et la précarité augmenter au cours des dernières années. Mais Trump est en réalité un promoteur immobilier milliardaire, qui a bâti sa fortune sans payer d'impôts, en exploitant des travailleurs, des immigrés notamment, et en les licenciant sans ménagement. C'est une sorte de Le Pen américain, et Le Pen père et fille lui ont d'ailleurs rendu hommage : comme eux, il désigne les migrants comme des ennemis et protège les capitalistes. Il cible les pauvres et épargne les riches, dont il fait partie. Quant à son « achetez américain » protectionniste, il rappelle le « produisons français » qu'on entend si souvent ici.

Clinton est sans doute la candidate préférée de la grande bourgeoisie. Sans compter le bilan de son ex-président de mari, elle a largement fait la preuve de sa loyauté à l'égard des plus riches, comme sénatrice ou comme ministre. Par exemple, c'est avec son soutien que les banquiers ont largement été renfloués depuis 2008 par l'État fédéral. Elle a également soutenu les guerres menées par les États-Unis pour préserver leurs intérêts, comme en Irak en 2003. Si elle parvient à la Maison-Blanche, la bourgeoisie sait qu'elle pourra compter sur elle.

Il y a huit ans, l'arrivée au pouvoir de Barack Obama avait suscité de vastes espoirs. Les Noirs espéraient que son élection mette un terme à la longue histoire de racisme et de ségrégation qu'ont connue les États-Unis. Aujourd'hui, les Noirs continuent de peupler les prisons américaines et d'être tués par des policiers que la justice n'inquiète quasiment jamais. De façon plus générale, les classes populaires espéraient une rupture avec les années Bush. Mais, tandis que les banques ont été renflouées, l'ensemble des classes populaires a payé un lourd tribut à la crise,

et les inégalités sont encore plus criantes aujourd'hui qu'il y a huit ans.

À l'étranger aussi, bien des gens avaient des illusions dans Obama, élu en promettant de rompre avec les interventions militaires. Huit ans après, rien n'a changé. L'impérialisme américain reste le gendarme du monde. Il soutient toujours la politique de l'État d'Israël, et donc l'oppression contre les Palestiniens ; ou l'Arabie saoudite et son régime moyenâgeux, et tant d'autres dictatures amies.

Pour la bourgeoisie américaine, le système politique est bien rodé. Deux grands partis se succèdent aux affaires, et les grandes entreprises versent d'ailleurs leur obole de chaque côté, pour ménager l'avenir. Tout le cirque électoral se résume au choix du locataire de la Maison-Blanche, mais certainement pas de la politique qu'il y mènera.

Mais notre système politique, ici, n'est pas si différent. La bourgeoisie sait que celui ou celle qui sera élu gouvernera dans son intérêt. Les États-Unis ont Trump ; nous avons Le Pen. Ils ont Clinton ; nous avons Juppé ou Hollande. Ils ont Bernie Sanders, qui fit campagne au nom du socialisme et roule maintenant pour Hillary Clinton ; nous avons Mélenchon, qui soutint Hollande, voudrait maintenant prendre sa place, mais qui mènerait la même politique, car il est tout aussi respectueux de l'ordre social. Nos politiciens sont aussi démagogues, aussi va-t-en-guerre, aussi prodiges en promesses électorales et aussi dévoués au grand capital que les acteurs du spectacle électoral américain.

Ce qui manque là-bas à la classe ouvrière, réduite à ce faux choix entre deux partis qui se disputent le droit de l'opprimer, c'est ce qui manque ici : un parti qui défende vraiment ses intérêts de classe. Les travailleurs américains ont pourtant une longue histoire de luttes, marquée par les grandes grèves des années 1930 et les révoltes des années 1960, parmi les Noirs en particulier. Mais ils ne se sont pas forgé un parti qui leur permette de se faire entendre sur le terrain politique.

Que les travailleurs américains puissent retrouver le chemin des luttes et bâtir un parti qui défende leurs intérêts, c'est donc tout ce qu'on peut leur souhaiter. Mais c'est aussi ce qu'il faut pour la classe ouvrière ici.

## NRL: quelques réponses aux questions que pose le chantier



Dimanche 2 octobre, à l'appel du collectif « Touchpanout roche », environ 5000 personnes ont manifesté leur opposition à l'ouverture de la carrière de Bois Blanc située sur la commune de Saint-Leu, pourvoyeuse potentielle de roches massives pour la nouvelle route du littoral.

À quatre jours de la fin de l'enquête publique, c'était la deuxième manifestation d'ampleur contre ce projet. Les manifestants, venant principalement de l'ouest de l'île, sont farouchement opposés à l'ouverture de cette carrière qui, disent-ils, amènerait une réelle pollution de l'environnement et un risque pour la santé des habitants, dû aux poussières et au bruit provoqués par les machines et les camions.

Si impact environnemental et sanitaire il y a, il est compréhensible que des voix se fassent entendre face aux donneurs d'ordre et aux défenseurs du projet attirés surtout par l'appât du gain, comme c'est le cas, entre autres, pour l'entreprise de concassage SCPR qui a remporté le marché de l'exploitation de la carrière de Bois Blanc.

Si les conséquences éventuelles d'un tel projet sur la nature et les hommes avaient été évaluées avec sérieux, si les moyens pour atténuer les effets négatifs avaient été mis en œuvre, si la population avait été informée et écoutée, il n'y aurait peut-être pas cette levée de boucliers. Mais dans cette affaire comme dans bien d'autres les grandes entreprises n'ont qu'un seul objectif : emporter le marché et les centaines de millions qui vont avec. Que leur importe l'impréparation qui éclate aujourd'hui avec la question des roches nécessaires à l'ouvrage, preuve qu'ils ne s'en sont pas suffisamment souciés.

Pourquoi les roches de la carrière de Bois Blanc considérées comme impropres à la construction de la route en 2010 sont-elles devenues acceptables en 2014 ? Inversement, pourquoi les roches de Dioré et de Menciol à Saint-André qui ne conviendraient plus aujourd'hui avaient auparavant été retenues pour alimenter la NRL ? Toutes ces questions sans réponses ajoutent aux doutes de la population, et lui font à juste raison craindre de ne pas être entendue.

Les problèmes que pose le chantier de la nouvelle route du littoral, les doutes même qui planent sur son achèvement, ne poussent pas les élus de la Région, et en premier lieu son président, à tenir compte des critiques et des demandes formulées par les opposants. Ceux qui dirigent la Région sont toujours dans cette logique qui consiste à offrir aux multinationales la possibilité de s'en mettre plein les poches, quitte à mécontenter une partie de la population, dont ils entendent ignorer les avis.

En se mobilisant les opposants aux projets de carrières ont dit leur opposition aux plans de la Région et des patrons, et montré que leur pouvoir de nuire n'est pas sans limite.

## Et les travailleurs de la NRL ?

Actuellement le chantier de la route du littoral emploie entre 1500 et 1700 salariés, loin des 4500 emplois directs et indirects promis par le président de la Région Didier Robert. Mais depuis la fin de la Route des Tamarins, la NRL est le plus gros chantier grâce auquel de nombreux travailleurs ont pu retrouver du travail dans un secteur où les entreprises suppriment des emplois plus qu'elles n'en créent.

En moins de dix ans, entre 2008 et 2014, l'effectif dans le BTP est passé de 23 000 à 15 500, soit 7500 emplois supprimés. Avec le chantier de la NRL les travailleurs du BTP embauchés peuvent sortir un peu la tête hors de l'eau sans pour autant être à l'abri des mauvais coups. Au moindre blocage des travaux, des patrons n'hésitent pas à brandir la menace de licenciement comme au mois d'août à l'encontre de sept ouvriers qui ont pu in extremis



être reclassés sur un autre tronçon grâce à l'action des syndicats.

Ceux qui s'opposent à la carrière de Bois Blanc, par exemple, ont raison de se méfier des sociétés en charge des travaux de la NRL qui ont montré leur haut degré d'impréparation et le peu de cas qu'elles faisaient de l'avis des populations environnantes. Mais cette contestation ne peut s'opposer à la nécessité pour les travailleurs, qui ont été embauchés pour les 7 années que devrait durer le chantier, de conserver leur salaire et un emploi.

Les intérêts de la population et ceux des travailleurs ne sont pas opposés. Au contraire. L'actuel mouvement d'opposition doit affirmer que les travailleurs du chantier ne seront jamais les oubliés de la contestation, sans quoi une division préjudiciable se ferait publiquement jour qui

servirait en premier lieu des patrons du BTP. Et cela reste vrai quel que soit le chantier, Tram-Train, NRL ou autre.



## Faculté de Saint-Denis : des économies criminelles



Suite à l'agression sexuelle dont a été victime une étudiante dans les locaux du Crous de la faculté de Saint-Denis alors qu'elle prenait sa douche, plusieurs centaines d'étudiants se sont réunis mardi 27 et mercredi 28 septembre sur le campus pour exiger un renforcement des mesures de sécurité.

Présents à ces rassemblements, le président de l'université et le directeur général du Crous ont

déclaré qu'ils allaient passer en revue les dispositifs de surveillance, augmenter le nombre de vigiles de 6 à 12 (pour 10 000 étudiants et une surface de 7 hectares à surveiller !) et débloquer pour cela 220 000 euros supplémentaires.

Lors de ces rassemblements, les étudiants mobilisés ont tenu à rappeler que cela fait des années qu'ils mettaient en garde l'administration contre les incursions de jeunes délinquants, les vols et les agressions physiques dont ils sont régulièrement victimes à la fac, sans que celle-ci se décide à prendre les mesures de protection adéquates.

En annonçant précipitamment le déblocage de fonds pour améliorer la sécurité sur le campus, la direction de la fac reconnaît que sa responsabilité est engagée dans l'agression qui s'est récemment produite.

Les étudiants viennent à l'université pour, à terme, pouvoir gagner leur vie, pas pour que cette dernière soit mise en danger.

## Quelle (ca)rosserie cette société !

Six semaines après la rentrée des classes, une centaine de lycéens du Lycée Georges Brassens du quartier de Moufia à Saint-Denis n'avaient toujours pas de professeur de carrosserie.

Ils étaient encore trois dans cette spécialité l'an passé. Problème : ils sont tous partis à la retraite et n'ont pas été remplacés. L'administration aurait pu

embaucher un enseignant ayant exercé 35 ans à l'AFPAR mais qui lui aurait coûté 3000 € par mois. Elle a préféré priver les jeunes apprentis de prof pendant un mois et demi et attendre de mettre la main sur un contractuel qu'elle paiera à coup de lance pierre.

Les futurs jeunes ouvriers, ont là un avant goût du mépris dans lequel les tiennent l'administration

scolaire et derrière elle la société bourgeoise contre laquelle ils auront à se défendre.

## **Capitalisme = chômage !**

À la Réunion, des milliers de personnes sont toujours à la recherche d'un logement. Elles doivent, en attendant d'en trouver un, vivre dans des cases dépourvues d'hygiène et de sécurité ou partager à plusieurs générations un seul logement.

Il manque aussi des lycées et des crèches en nombre suffisant, des établissements d'accueil et de vie pour les personnes âgées et pour les handicapés. Mais, selon les dernières statistiques du Carif-Oref, il y a dans le secteur du BTP 20 000 travailleurs sans emploi.

Cherchez l'erreur !

## **Loi sur l'égalité réelle**

### **Entre promesses fumeuses et vrais cadeaux au patronat**

Depuis mardi 4 octobre, le projet de loi gouvernemental sur l'Égalité réelle en Outre-mer est discuté au Parlement. Cinq ans après la promesse du candidat Hollande d'améliorer l'emploi et la formation des jeunes outre-mer, de lutter contre les monopoles et les marges abusives pour réduire la vie chère, rien n'a été fait. Le chômage, en particulier celui des jeunes, bat des records et le nombre de personnes réduites à survivre avec le RSA n'a jamais été aussi important.

Au-delà de l'habillage aussi prétentieux que fumeux, le projet de loi ne contient que de vagues promesses en matière d'aide au transport des ultramarins, de lutte contre l'obésité, l'alcoolisme ou encore les violences exercées contre les femmes. La loi préconise surtout des largesses supplémentaires au patronat local et autres investisseurs de tout poil et la mise en place d'une zone franche globale dès 2019.

Pour l'égalité réelle, ne serait-ce qu'en matière d'infrastructures, de services publics ou d'aides sociales, les classes populaires d'outre-mer devront se contenter cette fois encore d'attendre les résultats hypothétiques de « l'élaboration d'un plan de

convergence », avec comme horizon le rattrapage du niveau de vie de la métropole dans vingt ans.

En revanche, pour financer les subventions bien réelles au patronat, la loi laisse volontairement dans l'ombre des attaques qui se précisent contre la population et qui ont été clairement exprimées dans le rapport Lurel, député de Guadeloupe et ancien ministre de Hollande. Remis au gouvernement le 15 mars dernier, le rapport préconisait rien moins que la suppression progressive des sur-rémunérations dont bénéficient encore nombre de fonctionnaires outre-mer, dans le but de faire baisser l'ensemble des salaires ; de régionaliser le SMIC dans le même but ; de supprimer les 30% d'abattement sur l'impôt sur le revenu. Pour couronner le tout, le rapport était favorable à l'augmentation d'un à deux point de la TVA en Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion, ce qui ajouterait un racket supplémentaire de l'État à celui pratiqué par les grandes familles propriétaires des réseaux de grandes surfaces.

Ce projet de loi se situe dans la droite ligne de la politique du gouvernement Hollande-Valls, s'attaquant au niveau de vie des travailleurs pour accroître les revenus des possédants.

## **Des millions pour les patrons, la ceinture pour les retraités**

L'ouverture du marché du sucre aux productions venant des pays à bas coûts salariaux ou des grandes exploitations betteravières européennes qui, elles aussi, ne seront plus soumises aux quotas à partir de 2017 va avoir pour conséquence de rendre moins compétitif le sucre produit à La Réunion.

Dans cette perspective, les usiniers (Tereos) et les planteurs ont demandé à l'Etat français

d'augmenter sa subvention annuelle à la canne de 38 millions d'euros pour compenser leur « handicap ». Handicap tout relatif d'ailleurs puisque Tereos est lui-même le plus gros producteur de sucre de betterave en Europe. Hollande leur a promis de relayer leur demande auprès des instances européennes qui doivent donner leur aval pour que cette aide leur soit versée.

Mais sans attendre le feu vert de Bruxelles Hollande et son ministre du budget, Christian Eckert, ont décidé mercredi 5 octobre d'inscrire tout de suite 28 millions d'euros au Projet de loi de finances 2017.

Rappelons que ce sont les mêmes qui, sous prétexte d'« inflation zéro », ont refusé d'augmenter les retraites, gelées depuis trois ans, de 12 millions de retraités français. Comment mieux illustrer le fait que la politique du gouvernement socialiste est entièrement tournée vers la satisfaction du patronat et tourne le dos au plus grand nombre, aux plus défavorisés ?



## Quelle performance !

Participant à l'assemblée générale de l'Association pour le Développement Industriel de la Réunion (ADIR), en présence de représentants du patronat local, le préfet a fièrement brandi deux chiffres pour montrer combien le gouvernement est

aux petits soins pour les capitalistes. Cette année, 100 millions leur ont été offerts sous forme de défiscalisation et 100 autres millions grâce au CICE... Et pas un emploi de plus créé.

## Le capital rayonne sur le dos des travailleurs

Entreprise créée par le capitaliste Dechateauvieux en 1990, la chaîne de télévision locale Antenne Réunion a été rachetée par Christophe Ducasse en 2004. Ce dernier vient de vendre les parts (60 %) qu'il détenait dans l'entreprise au groupe Goulamaly qui possède par ailleurs toute une flopée d'entreprises (Mauvilac, SFR, production audiovisuelle avec Pipangai, pêcheries réunionnaises et production de crevettes et crustacés à Madagascar et au Mozambique, sociétés civiles immobilières). Le montant de la transaction n'a pas été communiqué, transparence oblige !

On sait toutefois qu'Antenne Réunion fait 18 millions de chiffre d'affaire et un million de bénéfices par an.

NassirGoulamaly, le directeur général du groupe Océinde qui chapeaute toutes entreprises appartenant à sa famille a déclaré à cette occasion :

*« Nous partageons avec Océinde une vision et des valeurs communes, c'est un groupe local puissant qui, tout en donnant la priorité au respect des hommes et à la proximité réunionnaise, entend faire rayonner le savoir-faire de notre île à l'international ».*

Concernant le respect des hommes, il serait intéressant de questionner les salariés de SFR qui risquent prochainement de perdre leur emploi, mais aussi des ouvriers mozambicains ou malgaches qui travaillent pour le groupe. Quant au rayonnement à l'international vanté par Goulamaly, il n'éblouie que quelques détenteurs de capitaux mais certainement pas les travailleurs à qui ils demandent de suer un maximum de profits.

## Sécurité sociale : économies aux dépens des assurés

*« En 2017, le trou de la Sécu aura disparu. »* C'est avec cette annonce choc que le gouvernement, par l'intermédiaire de la ministre de la Santé, Marisol Touraine, s'est sans vergogne présenté en sauveur de la Sécurité sociale.

Depuis plusieurs décennies, le trou de la Sécurité sociale sert de prétexte pour baisser ou

cesser totalement les remboursements de certains médicaments et pour restreindre les dépenses hospitalières. Les travailleurs paient plus pour être moins remboursés, voire pas du tout. Au point qu'aller chez le dentiste ou acheter des lunettes est devenu inenvisageable pour les plus pauvres.

<sup>2</sup>Dans le même temps, les gouvernements ont multiplié les exonérations de cotisations pour les patrons. Si des millions de travailleurs se soignent moins bien, c'est donc pour aider le patronat à maintenir ses profits.

Cette annonce de la ministre est aussi une manière de faire passer de nouveaux sacrifices. Cette prétendue fin du déficit est en effet conditionnée à

un nouveau tour de vis de quatre milliards d'économies en 2017, avec en particulier de nouvelles économies dans les hôpitaux.

Comme le trou de la Sécu dépend des chiffres du chômage et que les entreprises continuent de licencier, on n'a certainement pas fini d'en entendre parler. Mais d'ici là les élections seront passées.

## Ce sont les inégalités sociales qu'il faut « corriger » !

Un garçon de 16 ans a été convoqué devant la justice pour vols. Sa mère, qui élève seule trois enfants, excédée devant les actes de délinquance commis par son fils, déjà placé en foyer, a filmé la correction qu'elle lui a infligée et a diffusé la vidéo sur Facebook. Elle est poursuivie pour « *diffusion d'une scène humiliante de correction violente et de menaces graves* ». À l'issue de sa garde à vue elle a été accueillie devant le commissariat par plusieurs dizaines de personnes venues lui apporter leur soutien.

Ce fait divers a provoqué de très nombreuses réactions venant pour la plupart des franges les plus modestes de la population, souvent confrontée aux nuisances quotidiennes commises par une jeunesse déboussolée, désœuvrée ou désocialisée.

D'où qu'elle vienne, de la justice, de la police, des parents eux-mêmes, la répression n'est certes pas une solution et ne résoudra pas les problèmes de la délinquance. Quant aux éducateurs et pédagogues qui prônent le dialogue et l'accompagnement y compris des jeunes les plus difficiles, tout en soulignant qu'il faut y mettre des moyens, ils se heurtent à des réalités sociales qu'ils ne peuvent dépasser et qui sont les causes majeures des dérives auxquelles ils sont confrontés.

Ainsi, se contenter de pointer du doigt l'acte de la mère sans lui donner les moyens d'offrir à son fils une vie et des perspectives qui l'éloigneraient d'une inacceptable violence individuelle, est pure hypocrisie.

Car enfin, comment ne pas comprendre que le manque d'avenir est une violence sociale insupportable. Elle l'est d'autant plus que s'étale la richesse insolente de milliardaires présentés comme le gratin de la réussite, comme un modèle aux pieds duquel il faudrait se prosterner. Comment accéder même à une infime partie des richesses créées par le travail humain quand on est sans travail, quand ses parents sont au chômage et quand les patrons licencieurs brisent des vies. ?

Une enquête de l'ORS (Observatoire régional de la santé) de La Réunion concluait qu'en 2010 un tiers des enfants de moins de 18 ans vivaient dans une famille monoparentale et 38% dans une famille où les parents n'ont pas d'emploi (contre 10% en métropole). Et depuis les choses ne se sont pas améliorées puisque la moitié des jeunes de moins de 20 ans vivent sous le seuil de pauvreté.

La petite délinquance est un des sous-produits de la grande exploitation. Il y en aurait des emplois si l'on prenait ne serait-ce qu'une partie des immenses fortunes faites sur le dos des travailleurs pour satisfaire les besoins dans l'éducation, la santé, la construction de logements, les transports en commun, etc. Mais pour ceux qui ont le pouvoir, les patrons et le personnel politique à leur service, un emploi ne peut exister que s'il rapporte du profit. Alors, si « correction » il doit y avoir, c'est d'abord à l'encontre de tous ces fauteurs de misère. Et dans ce combat, les jeunes si méprisés aujourd'hui, ont toute leur place.

## DANS LES ENTREPRISES

---

### Air France : la chemise des DRH ou la peau des travailleurs

Le procès de seize travailleurs d'Air France s'est tenu à Bobigny, dans la banlieue parisienne, un an après les événements ayant abouti au licenciement de cinq travailleurs et à des mises à pied sans salaire pour onze de leurs camarades.

Le 5 octobre de l'année dernière, 3500 salariés de la compagnie s'étaient rassemblés pour protester contre un nouveau plan de 2900 suppressions d'emplois. Deux DRH ayant perdu leur chemise, - Valls traita les salariés de voyous, suivi en cela par



Sarkozy, Le Pen, le Medef et la quasi-totalité des médias. Dans la foulée, Air France fit interpellier chez eux des ouvriers, que la police plaça en garde à vue. Elle mit à pied onze salariés et en licencia cinq autres.

Sur le fond, Air France, le patronat et le gouvernement voulaient faire un exemple. Il leur fallait des coupables, qu'ils aient commis ou non les faits reprochés. Et cela même sans preuve, comme les débats l'ont montré au tribunal. Les DRH ont en effet déclaré à la barre ne pas avoir reconnu leurs agresseurs, et aucune vidéo de la direction n'identifie de coupable.

## LEUR SOCIÉTÉ

---

### Budget militaire : des milliards à la pelle



Les différents acteurs de la Défense nationale se sont récemment rencontrés. Étaient aussi présents le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, des élus de différents bords et des industriels attirés par l'odeur de l'argent. Quelle que soit leur étiquette, ces gens-là étaient à l'unisson pour réclamer une hausse du budget militaire, revendication également soutenue par le Premier ministre Manuel Valls.

Les crédits du ministère de la Défense, hors pensions, avaient diminué de 2009 à 2012, passant

### « En marche »... derrière les patrons

Macron organise des meetings comme s'il était candidat. Se présentera-t-il ou non ? Cette question agite surtout les médias et ses concurrents politiques.

Parmi les idées de Macron, il y a le transfert d'activités assurées aujourd'hui par le secteur public au secteur privé. Bonjour les dégradations des

La majorité des travailleurs du pays, eux, n'ont pas eu de problème d'interprétation. Face au bloc pro-patronal étalant sa haine de classe à l'encontre des salariés qui se défendent, ils se sont reconnus dans ces travailleurs d'Air France.

Le 28 septembre, le procureur a requis de deux à trois mois de prison avec sursis contre cinq des prévenus. Pour les travailleurs, la seule justice c'est, comme l'a dit notre camarade Nathalie Arthaud lors du rassemblement de soutien devant le tribunal de Bobigny : « tous les licenciés et sanctionnés d'Air France doivent être relaxés ! »

de 33 à 30,6 milliards. Mais dans la loi de programmation militaire adoptée en 2013, qui couvre les cinq années suivantes, ils étaient repartis à la hausse sans encore atteindre les 2 % du produit intérieur brut, qui est l'objectif que tous jugent indispensable d'atteindre d'ici 2020, à commencer par Le Drian.

Valls, lui, juge cet objectif atteignable, à condition de faire un effort. « *C'est le prix de la paix* », surenchérit le chef d'État-major, tandis que Raffarin, plus grandiloquent, y voit « le plancher de notre souveraineté ». Et tous les industriels de se frotter les mains à la vue des milliards supplémentaires qui pourraient affluer dans leurs coffres-forts.

Passer le budget militaire de 1,8 à 2 % du PIB pour arriver à 41 milliards d'euros en 2020 signifierait l'augmenter de quelques 9 milliards d'euros sur trois ans. C'est une somme importante qui, à n'en pas douter, sera pris dans les budgets sociaux pour créer des engins de mort et enrichir les marchands d'armes.

prestations fournies aux usagers et les tarifs en hausse ! Par ailleurs, il propose de favoriser plus encore les accords d'entreprises, c'est-à-dire d'aggraver la loi travail.

En somme, il propose la même politique que celle qu'il défendait au gouvernement. C'est ce qui s'appelle avoir de la suite dans les idées.



## Égypte : liberté pour les travailleurs du chantier naval !

Depuis fin mai, quatorze travailleurs du chantier naval d'Alexandrie sont détenus dans une prison militaire et plus de dix autres sont poursuivis. Ils encourent des peines d'emprisonnement et des amendes, pour avoir participé à un sit-in afin d'obtenir de la direction du chantier une réponse à leurs revendications.

La société des chantiers navals d'Alexandrie est sous responsabilité de l'armée égyptienne depuis 2007. Les 2 500 salariés sont en grande majorité des civils. Pour eux, le danger est partout et le salaire nulle-part. Chargés de l'assemblage de navires de guerre vendus par l'entreprise française DCNS, ils ont réclamé de la sécurité dans les ateliers, deux ouvriers étant morts récemment, des augmentations de salaire, le paiement des primes non versées, une mutuelle et le droit d'être soignés dans les hôpitaux militaires.

Après le sit-in de protestation pour faire entendre ces revendications, vingt-six manifestants avaient été convoqués par la police. Ceux qui s'y étaient rendus ont aussitôt été arrêtés. Depuis, quatorze sont en prison et tous, mis à pied sans salaire. Ils doivent être jugés le 18 octobre. Entre-temps, l'entreprise avait suspendu ses fabrications, lock-outant tous les salariés, et n'avait rouvert que fin août en ne reprenant que 600 d'entre eux.

Des militants syndicaux égyptiens appellent à prendre position pour soutenir les ouvriers d'Alexandrie menacés. En effet, ce n'est pas le silence complice de la DCNS et du gouvernement Valls, trop contents de vendre au maréchal Sissi des navires Gowind, en plus des Rafale de Dassault, qui leur viendra en aide.

## Haïti frappé pas seulement par Matthew

Haïti a été touché par l'ouragan Matthew qui a apporté morts et destructions. S'il s'agit d'un phénomène naturel, ses conséquences humaines, elles, ne le sont pas. Ce pays, le plus pauvre du continent américain, est encore marqué par le tremblement de terre de 2010 : 55 000 personnes vivent toujours dans des camps de fortune, balayés par l'ouragan qui risque, entre autres choses, d'aggraver l'épidémie de choléra qui a, déjà tué 10 000 haïtiens en six ans.

A moins de 1 000 kilomètres de là, les Etats-Unis sont le pays le plus riche de la planète. Mais se porter au secours de la population haïtienne en pleine détresse ne vient même pas à l'idée des dirigeants américains.



## Lutte Ouvrière dans la campagne présidentielle

Extraits des interventions de nos camarades au meeting du dîner-dansant qui a eu lieu le 15 octobre 2016 à la salle Candin de Saint-Denis.

### Serge Latchoumanin :

La politique pro patronale menée par le gouvernement Hollande-Valls au niveau national a sa déclinaison réunionnaise.

Dans un passé pas si lointain, du milieu des années quarante à 1990, alors que la Réunion était devenue un département français, le patronat

réunionnais soutenu par les politiciens de droite et socialistes avait refusé de faire bénéficier les travailleurs et leurs familles des mêmes droits que ceux pratiqués en métropole, au nom de « spécificités » réunionnaises. [...]

Aujourd'hui, alors que l'économie réunionnaise s'est diversifiée, que les grandes enseignes nationales de commerce, les entreprises d'import-export, celles du bâtiment et des travaux publics, celles de l'agro-alimentaire, les compagnies

aériennes, les aconiers, les sociétés immobilières, les banques et bien d'autres encore ont des chiffres d'affaires toujours plus importants, on nous sert le même refrain.

Il faut, nous dit-on, tenir compte des spécificités réunionnaises et admettre que pour le patronat, l'éloignement avec la métropole doit être compensé par des aides de l'État et des collectivités territoriales ; quant aux salaires, ils doivent être strictement limités.

L'argent coule à flot pour les capitalistes, mais quel bénéfice en retirent les travailleurs et les chômeurs ? Aucun.

Le chiffre du chômage à la Réunion est toujours trois fois plus élevé qu'en métropole et atteint environ 30 % de la population active. Deux tiers des jeunes en âge de travailler sont au chômage. 80 % des contrats proposés sont des CDD. Contrats aidés parfois à hauteur de 90 % par l'État et qui bénéficient y compris au secteur privé.

Toutes les aides aux patrons n'ont pas fait diminuer le chômage d'un iota. Elles n'ont fait que les enrichir encore plus. Alors que le chômage touche près de 180 000 personnes à La Réunion, il n'est pas rare de voir des salariés travailler jusqu'à 60, voire 70 heures par semaine, des travailleurs du BTP continuer à travailler pendant leurs vacances, ou des mois entiers sans un jour de repos. Il n'est pas rare que des salariés soient rappelés sur leur lieu

de travail pendant leur repos avec menace de licenciement s'ils n'obtempèrent pas [...]

Je voudrais maintenant m'adresser aux militants du Parti communiste réunionnais. [...]

Partout les travailleurs ont besoin de construire des partis qui soient véritablement les leurs, qui défendent de façon consciente leurs intérêts de classe. De tels partis doivent se construire sur les lieux d'exploitation que sont les entreprises, mais aussi dans les quartiers et parmi la jeunesse.

Aux uns et aux autres, nous disons qu'il y a un autre avenir. Si nous voulons changer le monde, il faut tirer toutes les leçons politiques de la situation actuelle. Il faut nous atteler à comprendre les mécanismes et les rapports de classe qui régissent la société. Il faut que nous confortions nos convictions en faisant nôtres les luttes passées des opprimés.

Il faut reprendre à notre compte les idées du courant communiste révolutionnaire. Ce capital politique résume les expériences de plus d'un siècle de luttes ouvrières vivantes. C'est ce capital qui permettra demain de renverser le vieux monde et de mettre fin à ses inégalités et à toutes les vieilles réactions qui vont du racisme à la misogynie, en passant par l'obscurantisme.

Alors, mes chers camarades, rejoignez-nous dans le combat révolutionnaire, pour que puisse se construire une société de justice, de fraternité, enfin débarrassée des classes sociales et de l'exploitation.

## Jean-Yves Payet

La campagne pour la présidentielle est lancée et donne lieu à une surenchère sécuritaire, anti-immigrée et xénophobe répugnante. Pour faire des voix, Sarkozy, Le Pen mais aussi Hollande et bien d'autres ont choisi d'utiliser le danger du terrorisme et le drame des migrants, renforçant les pires préjugés et encourageant les plus racistes.

Alors, face à tous ces gens-là devons-nous rester spectateur pour, au final, choisir l'un d'entre eux, le moins pire dirons certains ? Nous ne le pensons pas. Ce que nous voulons au contraire avec la candidature de notre camarade Nathalie Arthaud, c'est que les travailleurs mènent leur propre campagne, mettent en avant leurs préoccupations, leurs intérêts, leurs besoins.

Il y a 6 millions de chômeurs dans notre société, plus de 180 000 dans l'île. Et s'il y a des salariés qui vont au boulot la peur au ventre, ce n'est pas à cause du danger terroriste, c'est de peur d'être licencié. Des millions de femmes et d'hommes, des centaines de milliers de jeunes vivent dans l'angoisse de ne pas trouver de travail, d'être marginalisés, de tomber dans la misère.

Au premier semestre de cette année, face à l'attaque qu'a constituée la loi El Khomri, des centaines de milliers de salariés du privé et du public se sont battus contre les mensonges patronaux et gouvernementaux. L'écrasante majorité des travailleurs, sans forcément participer aux grèves et aux manifestations, s'est reconnue dans ce mouvement et en a été solidaire, tout simplement parce que cette contestation a exprimé le ras-le bol et

les intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. Eh bien, ce que nous avons fait sur le terrain social, il faut continuer à le faire sur le terrain politique. [...]

Dans cette campagne électorale, nous appelons les travailleurs à dénoncer la politique patronale. Nous les appelons à dire qu'il y a nécessité à prendre sur les profits pour maintenir les emplois, pour répartir le travail entre tous de façon à combattre le chômage et à garantir les salaires. Nous les appelons à affirmer qu'il faut faire payer la bourgeoisie. Car crise ou pas crise, commandes ou pas commandes, le monde du travail n'a pas à être sacrifié sur l'autel du grand capital. [...]

S'exprimer, se rassembler le plus nombreux possible pour faire entendre le camp des travailleurs au premier tour, c'est ce qu'il y a de plus utile dans ces élections. L'enjeu n'est pas de savoir qui sortira vainqueur du second tour. Nous le savons déjà, ce sera un ennemi des travailleurs. Choisir parmi Sarkozy, Juppé, Hollande, le Pen, c'est choisir celui qui nous piétinera à partir de mai 2017. C'est accepter par avance d'être trompés et sacrifiés.

Mais il faut que nous gardions à l'esprit que si la droite peut présenter des programmes anti-ouvrier, c'est que les socialistes au pouvoir ont préparé le terrain. La droite ne fait que reprendre le travail là où le laissent Hollande, Valls et Macron. Si les Sarkozy et Juppé peuvent parler de la retraite à 64 ou 65 ans, c'est parce que Hollande l'a laissée à 62 ans, malgré ses promesses. S'ils promettent de réduire de 100 milliards les dépenses publiques, c'est qu'Hollande a justifié 50 milliards de coupes. S'ils envisagent de faire sauter les 35 heures, c'est que les lois Macron et El Khomri ont déjà fait sauter nombre de barrières. [...]

À tous les voir, à les entendre tous, de Le Pen jusqu'à Hollande, les seuls problèmes du pays seraient les migrants et le terrorisme. Ne soyons pas dupes, cette campagne n'a qu'un but : celui de faire des voix en s'appuyant sur les peurs et en flattant les préjugés racistes.

Ni Hollande, ni Sarkozy et ni Le Pen ne freineront l'arrivée des migrants. Ils peuvent construire des murs, des barbelés, creuser des fossés, mettre des miradors, ils n'empêcheront pas la vague migratoire. On a tous en tête l'image d'Alep et de ces villes bombardées en Syrie ou en Irak. On sait que tant que les hommes auront des jambes et l'énergie pour marcher, ils essaieront de sauver leur peau, comme nous tous dans une même situation !

Si nous acceptons de laisser mourir les femmes et les hommes parce qu'ils ne peuvent plus vivre chez eux, demain on nous forcera à accepter, avec la même indifférence, que l'on abandonne des travailleurs d'ici qui, ne trouvant pas de travail dans leur île, choisissent les chemins de l'exil. [...]

Quant au terrorisme, il est facile de promettre toujours plus de répression. Mais là encore ne soyons pas dupes. Ceux qui dirigent le monde ou aspirent à le faire prétendent régler la question du terrorisme, mais ils ont une responsabilité majeure dans son développement. Depuis plus de dix ans, ils sont en guerre contre le terrorisme en Irak, Libye, Syrie, Afghanistan, sans parvenir à l'éradiquer. Tout simplement parce que Daech est le fruit de leurs rivalités, le fruit des manipulations politiques des grandes puissances, des États-Unis, de l'Arabe Saoudite, du Qatar, de la Russie, sans oublier la France.

Avec leur campagne sur le terrorisme, sur l'identité nationale, sur l'immigration, les Sarkozy, les Hollande et compagnie nous enfument afin de cacher la misère qu'ils ont contribué à fabriquer. Ils ne cessent de répéter qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Mais ce sont eux qui la fabriquent la misère. Ils la fabriquent en Syrie par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici par le chômage et la précarité. Ils la fabriquent pour enrichir le patronat, encore et toujours. [...]

Alors que de plus en plus de travailleurs ont compris qu'ils avaient autant d'ennemis à gauche qu'à droite, quel choix les directions des partis qui se réclament encore du communisme proposent-elles pour les prochaines élections ? À la Réunion, rien. À Paris, de rechercher un bon candidat de gauche [...]

Exactement comme il l'a fait avec Mitterrand puis avec Jospin, le PCF veut recréer des illusions dans la gauche gouvernementale et refaire une virginité à des politiciens, qui pensent en bourgeois et sont attachés à l'ordre bourgeois. Voilà ce qui se trame à plus de 9 000 kilomètres d'ici.

Et Jean-Luc Mélenchon est aussi à ranger dans une même catégorie. Il est en guerre contre beaucoup de choses, contre les traités européens, contre la politique de l'Allemagne, contre les États-Unis, mais pas contre le grand patronat, pas contre son pouvoir sur l'économie, pas contre le système d'exploitation qui est à la base de la condition ouvrière. Pourtant, c'est cela qui serait décisif pour la vie du monde du travail.



Il n'y a plus de place pour les politiques réformistes. Regardez ce que fait Tsipras en Grèce. Tsipras est un Mélenchon qui a réussi, parce qu'il a été élu. Mais que fait-il de son pouvoir ? Il a fini par s'aplatir face au diktat de la finance et aujourd'hui il lui sert de courroie de transmission pour imposer plus d'austérité au peuple grec.

La campagne présidentielle à venir peut servir au combat des travailleurs si elle est l'occasion de faire avancer la conscience ouvrière.

Renforcer la conscience de classe du monde du travail cela signifie se revendiquer non pas de la gauche, mais du camp des travailleurs. En politique, la gauche ne désigne plus qu'une écurie de politiciens dévoués corps et âme à la bourgeoisie, comme Valls, Hollande, Macron, des étrangers au monde ouvrier. [...]

Ces élections ne changeront pas notre condition d'exploités. La nouveauté sera que le petit personnel politique de la bourgeoisie aura changé. Les riches auront un nouveau président de la République à leurs pieds. C'est tout ! [...]

Voilà pourquoi, le mieux que nous pouvons faire dans cette élection en tant que travailleurs est de nous exprimer. Beaucoup parleront avec mépris d'un vote de contestation, de protestation, ou encore d'un vote d'expression. Eh bien nous le revendiquons ! Ceux qui se battent ne serait-ce que pour leurs idées peuvent influencer la situation. La résistance cela commence par dire ce que l'on pense, cela commence par dire que l'on n'est pas d'accord.

Quant à s'abstenir, ce n'est pas une preuve de radicalisme ou de conscience. S'abstenir c'est se résigner, c'est se taire. Si nous ne défendons pas nos idées qui le fera ? Personne !

Pour défendre les idées que je viens d'exprimer, nous avons une candidate : Nathalie Arthaud. Notre camarade sera en première ligne par rapport aux médias. [...]

Mais vous le savez, notre campagne sera superbement ignorée par les médias jusqu'aux 15

derniers jours où ils seront forcés par les règles électorales de nous donner la parole. Alors, il ne faut pas trop compter sur les médias.

Pour que cette campagne soit réussie, il faut que ce soit notre campagne à tous. Il faut que ce soit une campagne militante. Il faut que nous multiplions les discussions avec nos camarades de travail, dans notre famille, auprès de nos amis. Il faut que chacun d'entre nous essaye de convaincre, une, deux, trois personnes et leur donne envie de s'exprimer, en tant que travailleur, en tant que retraité, en tant que chômeur, en tant que jeune refusant cette société d'exploitation et d'oppression. [...]

Ceux qui voteront pour la candidature de Nathalie Arthaud, voteront pour faire entendre le camp des travailleurs. Ce sera un vote de rejet de tous ces politiciens prêts à servir la soupe à la bourgeoisie. Ce sera un vote qui affirmera l'existence du monde du travail, de ses droits et de ses intérêts. Ce sera un vote qui affirmera que, quel que soit celui qui sera élu en 2017, nous savons que nous aurons à nous défendre.

Ce sera un vote de dignité et de conscience ouvrière. Parce que la société peut se passer de la bourgeoisie, pas des travailleurs qui font tout tourner et produisent toutes les richesses !

#### **PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 23 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT**  
**SAMEDI 29 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE**  
**SAMEDI 5 NOVEMBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ**  
**VENDREDI 18 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 20 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT**  
**SAMEDI 26 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**Pour nous contacter :**

**Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT**

**e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)**